

DESURBANISATION

« Vous avez quinze jours pour quitter Paris ! »
 Qui n'a pas été surpris ou amusé devant les placards publiés dans les journaux quotidiens parisiens par le Conseil Général du Lot et Garonne ?
 Qui aurait imaginé une telle campagne quelques années plus tôt ?
 Qui avait anticipé sur les mécanismes de métaruralisation qui ont marqué la décennie 1990-2000 ?
 Est-ce qu'une « Foire à l'installation en milieu rural » comme celle dont la seconde édition s'est tenue en Juin 2003 à Limoges était concevable il y a seulement dix ans ?

« Le fait urbain a été un progrès historique, il ne l'est plus, il y a des inversions possibles à imaginer. » [Jean-Claude Peyronnet, Président du Conseil Général de la Haute Vienne] [01]

Ainsi débute la recherche entamée par le Groupe Futuroouest en automne 2002.

Dans nos sociétés dites modernes, il est toujours frappant de constater qu'on continue à analyser des situations avec des lunettes du passé, alors que les situations en question ont déjà muté. Il en va ainsi de l'interrogation sur l'urbanisation et la désurbanisation. Tandis que le mouvement qui a conduit près de 80 % des Français à vivre en ville était sensé se poursuivre tendanciellement (sans qu'on ose nous dire jusqu'où), un autre mouvement était en train de se mettre en place depuis les années 1980, celui qui amenait des ménages, et surtout de ménages actifs, à fuir les agglomérations pour aller travailler et vivre dans le « rural ».

Nous avons mis des guillemets au terme rural, parce qu'il recouvre au final plus un ressenti qu'une réalité géographique, en tout cas de nos jours. Les personnes et les ménages qui se délocalisent disent se trouver dans le rural, aussi bien en Lozère sur un causse que dans une périphérie d'une ville moyenne, pourvu qu'un espace naturel à dominante végétale soit identifiable entre la ville proprement dite et leur lieu de vie.

Il n'empêche, le mécanisme de métaruralisation que nous avons identifié concrètement à partir du milieu des années 1990 et dont de nombreux spécialistes doutaient existe bel et bien. Le recensement de la population française de 1999 est passé par là : deux millions de personnes ont quitté les villes pour aller vivre et travailler dans le « rural ».

Entre 1990 et 1999, le département de la Lozère qui perdait des habitants depuis cent vingt ans a vu sa population augmenter de près de mille personnes : très peu de retraités, essentiellement des ménages actifs attirés par la qualité de vie (tranquillité, espace, relations sociales de simplicité, air pur, délinquance insignifiante) leur permettant, armé d'un bagage éducatif et culturel conséquent de s'installer avec leur emploi sous le bras ou en créant des micro-entreprises. Même la CCI n'avait pas vu le coup venir.

L'exemple de la Lozère n'est pas isolé ; on trouve les mêmes constats dans le département des Pyrénées Atlantique où il était de bon ton de dire qu'entre les zones urbaines côtières et Pau il n'y avait rien dans l'hinterland. Mais le RP 99 indique que si, il s'est passé quelque chose, là aussi, des ménages sont venus s'installer.

Quelles pourraient être les conséquences à moyen et long terme de ce mécanisme de migration (qui touche au demeurant aussi des ménages européens attirés par la « douce France », principalement des néerlandais et des anglais pour ce qui est de ceux qui mettent en œuvre une activité économique) ?

Avant de répondre à cette question sur de nombreux plans, faisons un détour par les définitions et par les représentations. Qu'est ce qu'être urbain aujourd'hui ? Les ruraux, du fait de l'homogénéisation des modes de vie ne vivent-ils pas comme des urbains ? Qu'est-ce qui caractériserait la « désurbanisation » ? ...etc...

L'Urbanisation

Nous avons cherché à explorer les représentations que suggère ce terme.

Nous avons ainsi identifié plusieurs images qui se construisent dans l'esprit.

L'opposition entre construction immobilière et espace naturel est l'image qui vient le plus spontanément. S'y rattachent le constat de concentrations des hommes et des activités sur un espace restreint, sans qu'on puisse, en tout cas de nos jours faire la part des choses entre l'attraction et la répulsion. Antoine de Saint Exupéry écrivait dans son carnet, peu de temps avant sa disparition « la termitière à venir m'effraie », et pourtant, en 1944, l'humanité ne comptait par encore trois milliards d'individus contre plus de six milliards aujourd'hui. On note aussi les considérations comme : immeubles collectifs, imperméabilisation des sols, éclairage public, services à proximité immédiate, centres commerciaux (ceux du centre), pôles de développement, économie d'échelles sans oublier la fonction militaire : à l'intérieur de ses remparts, la ville organise sa protection et sa défense. Jusqu'au jour où l'ennemi vient de l'intérieur [02]

D'autres considérations ont été trouvées pour caractériser ce phénomène d'urbanisation, comme la concentration des masses populaires pour mieux les surveiller (on repense ici à la notion de « classes dangereuses » du dix-neuvième siècle).

La ville est également marquée par la multiplication des échanges, d'où la concentration des facteurs de production, des services, des administrations, des espaces de rencontres et de loisirs et de consommations culturelles (on dit bien ici "consommations culturelles" et non pas "pratiques culturelles" qui, elles, nous le verront plus loin, sont plutôt l'apanage des ruraux).

Enfin, on notera aussi les représentations mixtes, telles que l'idée du village dans la ville, ou encore de la place du village reconstituée en milieu urbain, ou encore les séparations qui peuvent exister entre types d'habitats et types d'habitants, encore que cette "mixité" là soit finalement plus marquée en ville qu'en campagne.

Reste une question pendante : pourquoi le flux a-t-il continué à favoriser la concentration urbaine alors qu'on en découvrait déjà les effets iatrogènes ? [03]

Le rural

Que peut bien représenter le terme « rural » dans un Pays comme la France, au début du 21^{ème} siècle ?

L'idée qui a été constatée le plus spontanément est de voir des aménagements autour de la terre, et conséquemment, l'existence de productions vitales, de campagne, de paysannerie. On notera que la perception est aussi variée que les compositions géologiques et géographiques ; ainsi trouve-t-on du rural de campagne, de montagne et de littoral.

De nos jours il est bien compréhensible de faire la part des choses entre le rural et l'agricole. En effet, l'agriculture au sens large emploie de nos jours 4 % de la population active et concerne environs deux millions de personnes si l'on tient compte des actifs et de leurs familles ; de plus, comme nous le verrons plus loin, des populations urbaines sont venues peuplées des espaces ruraux, amenant une reconfiguration sociologique aux conséquences multiples. On pense ici aux altercations qui se sont produites ici et là entre des producteurs agricoles et des néo-ruraux qui ne goûtaient pas à leur juste valeur les émanations odorantes des poulaillers ou des épandages de lisier, sans oublier l'usage intensif des pesticides et leurs conséquences sur les pollutions des eaux ou sur l'apparition d'algues vertes envahissantes sur certains espaces littoraux.

Un espace géographique avec un habitat dispersé, voilà une autre représentation du rural qui apparaît. On y associe volontiers maisons individuelles, sols perméables, absence de trottoirs ou d'éclairage public Et on y associe aussi le fait que c'est un espace où il y a des relations humaines récurrentes, la faible densité impliquant un minimum de solidarité de proximité en cas de difficultés. En contrepoint, certains iront jusqu'à dire que le rural est un espace habité où l'on apprécie la ville à sa juste valeur

Et pourquoi pas considéré le rural comme une absence d'espace public ou le non-rural peut exister ?

De nos jours le rural et le fait d'y habiter, d'y vivre, est-il un luxe ou un leurre ? On songera combien la vision des foules de Bombay, de Shanghai ou de Mexico peut représenter quelque chose d'incompréhensible, d'incrédible ... pour un citoyen du Connemara qui doit estimer qu'il vit dans un luxe inouï. En revanche, on remarquera du côté du leurre des ressentis à connotation négative : isolement, ennui, décalage par rapport aux modes de vie « modernes »...etc...

De même, on n'esquivera pas la question du rural confronté aux migrations estivales ou hivernales avec des territoires qui peuvent voir la population résidante multipliée par cinq, dix ou vingt. Alors, l'urbain (au sens large), envahit le rural, qui s'y frotte et qui en retire des sentiments contrastés entre attraction et répulsion.

Concernant la culture, les données sont très contrastées. Une étude du Ministère de la Culture de 1998 montrent que les "pratiques" culturelles sont bien plus vivaces que dans l'urbain ou ce sont les "consommations" culturelles qui l'emportent. [Voir encadré]

In fine, le terme "rural" sera forcément redéfini.

Pratiques culturelles selon Le Ministère de la Culture [04]

Rang de pratiques calculé en pourcentage de la population des ménages :

	<u>Musique</u>	<u>Théâtre</u>	<u>Danse</u>	<u>Ecriture</u>	<u>Arts plastiques</u>
Ile de France	5	3	3	3	3
Grandes Agglos	1	2	1	1	1
Villes 20à100.000	4	5	5	5	4
Villes 2à20.000	3	4	4	4	5
Rural	2	1	2	2	2

Exemple de Baud (3500 hab. dans le Morbihan) = un samedi après-midi, trois cents personnes ont assisté en direct au défilé de mode d'une grande maison de couture parisienne diffusé sur écran géant avec son Dolby et image numérique.

Les spectateurs n'étaient pas à Paris. Mais le ratio spectateur / ménages de la commune n'est-il pas écrasant par rapport au ratio présents au défilé / ménages parisiens ?

La Désurbanisation

« Prolonger le Boulevard Saint Michel (de Paris) jusqu'à la mer », telle est l'une des expressions apparues face à l'interrogation de ce que peut bien signifier le terme désurbanisation.

En référence à la citation de J.C. Peyronnet cité en exergue, la désurbanisation pourrait représenter un flux historique inverse de celui connu depuis deux ou trois siècles. Un tel flux entraînerait de fait une restructuration de la ville autour de ses fonctions, de ses moyens, de ses modes de vie, de ses réalités économiques à travers des phénomènes de dé-densification de l'espace urbain. Cela renvoie aussi à des questionnements sur la désindustrialisation, préoccupation récurrente dans les discours officiels de la société française de ce début de 21^{ème} siècle. En revanche, il serait plus intéressant de s'interroger sur les fonctions qui seraient réellement délocalisées dans un mécanisme de désurbanisation que ce soit des fonctions de management global, d'administrations publiques, de recherches universitaires, de fonctions métropolitaines supérieures, de production industrielles proprement dites, d'activités tertiaires et quaternaires ... etc...

D'un autre côté, le concept « urbain » ne s'explique pas simplement par le fait d'agglutiner des constructions et des logements sur des surfaces restreintes ; il implique principalement des modes d'organisation et de vie qui se sont affinés au fil du temps. Ainsi, peut-on dire par exemple que les villes se "désurbanisent" pendant les week-end lorsqu'elles se vident de leurs habitants ? Ou encore, a contrario, qu'elles s'humanisent du fait de la moindre pression démographique et que les civilités y sont plus aisées que dans la semaine agitée et confuse ?

On doit aussi considérer que, d'une façon consciente ou inconsciente, le fait de quitter l'urbain pour des populations principalement actives, correspond à une déception, à un désenchantement, à une perte de quelque chose, une perte de confiance.

De ce point de vue, si déception il y a, c'est du côté des effets iatrogènes de la ville qu'il faut la chercher : pollutions diverses, bruits, encombrements, maladies neurologiques, sentiment de vacuité, temps de transport démesurés, délinquances Mais si des politiques (anticipatrices) idoines avaient été mises en œuvre pour y remédier, est-ce que le phénomène de rejet aurait eu lieu ? On peut d'autant plus s'interroger sur ce point que la Grande Bretagne permet d'isoler une représentation du rural différente de celle mesurée en France : la campagne n'est pas synonyme de rural de manière systématique, le mode de vie urbain britannique étant très présent en Angleterre et au Pays de Galles (mais nettement moins dans les Highlands écossaises).

Pour finir, on n'évitera pas de constater que le flux de désurbanisation, s'il est bien identifié maintenant, n'exclut pas un flux inverse pour des raisons différentes telles que cohabitation de populations jeunes ou recherche de services plus varié de la part de ménages âgées. Néanmoins, la question de la cherté des terrains et des logements restera un obstacle déterminant pendant une longue période.

Metaruralisation

Le terme de métaruralisation a été forgé dans la première moitié des années 1990 pour caractériser le constat suivant : des ménages actifs, qualifiés, autour de la quarantaine-cinquante, quittent les grandes agglomérations pour aller s'installer dans le "rural" avec leurs emplois sous le bras. Le rural étant ici considéré au sens strict ou au sens plus large de péri-urbain. Métaruralisation et non pas néoruralisation, car le second laisserait entendre d'une espèce de retour à une configuration déjà connue (on repaysannerait la campagne), tandis que le premier implique un état de changement, de mutation.

Le département de **la Lozère** représente un cas exemplaire : au fil des recensements de la population, le département le moins peuplé de France (80 000 habitants) perdait à chaque fois de la population depuis cent vingt ans. Or, entre 1990 et 1999, on enregistre mille habitants supplémentaires, très peu de retraités, essentiellement des ménages actifs !

Or, ce mécanisme reste difficile à comprendre si l'on reste le nez collé sur la carte. En prenant du recul, en élargissant la focale, on découvre l'influence de l'Autoroute A75 en voie d'achèvement sans omettre la présence de l'aéroport Nîmes Garons.

Quelles représentations amènent le terme et le concept de métaruralisation ?

Tout d'abord un positionnement en opposition à la crise des villes et de ses expressions déjà évoquées supra, mais aussi un déplacement de l'emploi urbain vers le rural, un déplacement des résidences, une réoccupation de l'espace rural avec des formes multiples non-exclusivement agricoles, ce qui amène aussi à considérer comment les équilibres nouveaux vont s'établir entre néo-ruraux et autochtones car nous sommes en face de recompositions de la campagne via des sociologies urbaines.

Sur le plan économique, les avis sont partagés entre ceux qui considèrent que la campagne est désavantagée par rapport au périurbain dans le cas des regroupements des activités économiques rassemblant des donneurs d'ordre et des sous-traitants ; et ceux qui considèrent que l'atout majeur de la campagne est de procurer un cadre attractif pour des activités concourant à la dématérialisation de la création de valeur ajoutée (nouveaux types d'organisation, autonomie, culture du résultat versus culture du temps de présence).

Des interrogations subsistent quant à la pérennité du phénomène. Les territoires ruraux sollicités, pour la plupart, n'étaient pas vraiment demandeurs même s'ils se lamentaient sur leur déclin. La rurbanisation deviendra-t-elle synonyme de pollution de la campagne par la ville ? La campagne gardera-t-elle son âme ? Ou bien allons-nous assister à une hybridation novatrice et totalement imprévisible ? In fine, la métaruralisation ne serait qu'une méta-urbanisation ?

Néo-ruraux [05]

4,2 % de la population française des plus de 15 ans est constituée de néo-ruraux (résidant dans une commune rurale de moins de 2000 habitants), soit 2 millions de personnes. Cette population se distingue principalement par sa jeunesse (46 % entre 25 et 34 ans contre 19 % dans la population nationale) et son appartenance à des catégories socio-professionnelles plus modestes. 58 % des néo-ruraux attendent une aide à l'intégration de la part des maires, ainsi que la mise en place d'une politique municipale pro-active. Trois actions prioritaires à mettre en œuvre aux yeux des néo-ruraux pour attirer de nouveaux habitants (en dehors des retraités) dans leur commune : trouver des logements vacants dans la commune, développer des activités culturelles et de loisirs, ainsi que des services de proximité, pour les enfants en particulier.

Réflexions complémentaires sur l'espace rural

Quelques réflexions complémentaires nous sont venues lors des travaux de recherches menées au fil des mois : les enquêtes du CREDOC ont montré [06] une relative homogénéisation des mœurs entre le rural et l'urbain, le rapprochement s'étant constamment opéré petit à petit au cours des trente dernières années ; en revanche, on apprend que la taille de la commune dans laquelle nous vivons a une influence sur des positionnements vis-à-vis de faits de société. Ainsi, les Franciliens sont plus critiques à l'égard du fonctionnement de la justice que les habitants des communes urbaines et encore plus que les habitants des communes rurales. De même, les urbains sont plus favorables à la diffusion de l'informatique dans la société que les ruraux. A l'inverse, les provinciaux ont une appréciation positive de leur environnement double de celle des Parisiens, de même qu'ils ont – comme les habitants des communes urbaines hors Ile de France – une appréciation nettement plus positive de leur état de santé que les Franciliens.

On arrive aussi à distinguer de nouvelles perceptions de l'espace avec l'arrivée de rurbains d'une part, avec le maintien de populations non-exclusivement agricoles ; ainsi s'exprime le rejet des conséquences des activités liées à l'agriculture (nuisances sonores et olfactives, pollution des eaux) mais aussi un refus d'accueillir des lieux de gestion des déchets de la société matérialiste. On constate d'ailleurs ici et là que les mouvements de populations dans les espaces périurbains et ruraux ont souvent été mal régulé (mais pouvaient-ils l'être ?) avec des destruction de paysage, une absence quasi complète de calcul des coûts-bénéfices, une prise en compte institutionnelle rare ou au coup par coup.

La pression démographique a entraîné une augmentation du coût de l'habitat qui se fait souvent au détriment des autochtones, ces conséquences conduisant parfois à des comportements racistes quand les acheteurs sont des étrangers au territoire, et encore plus quand ce sont des étrangers au sens premier du terme, non-Français. On en arrive à constater alors que, pour certaines catégories de population, ces mouvements migratoires conduisent à les priver d'espace.

L'accès à l'espace pour les ménages « metaruralisés » signifie un accès à l'autonomie dans sa globalité (lieu de vie, de travail, de loisirs, de rencontres). Ceci entre bien en résonance avec les effets de l'individualisation de nos sociétés post-modernes. [07]

Maison individuelle pour tous ? [08]

Depuis plusieurs décennies, il est de bon ton chez les "urbanistes" de fustiger l'envie des ménages français d'avoir un chez soi sous forme de maison individuelle avec jardin. Dans l'idéologie dominante de l'urbanisation, le politiquement correct est de décréter qu'il faut « densifier ». La seule justification connue à ce jour est que ça permet de "surveiller" les populations ainsi entassées (concept politique), aucune étude (concept scientifique) n'ayant réussi à prouver que cela procurait des économies réelles (avantages moins inconvénients, les input et les output, effets iatrogènes, évidemment) en termes d'équipements, de coûts, de conditions de vie, de satisfaction des personnes ..etc..

Et si ce désir des ménages français devenait universel, serait-il possible – physiquement – de le satisfaire ? Sachant que la surface du globe terrestre est de $4\pi R^2$, et que 30 % est seulement terrestre, cela nous donne 136 Mkm² disponibles. De cette surface, on enlève 90 % pour les déserts, les montagnes, les terres agricoles, les voies de communication ..etc.. Il nous reste donc 13,6 Tm² pour l'urbanisation. On enlève encore 50 % de cette surface pour les voies de communications, les services publics et privés, les commerces ..etc.. Par ailleurs il y a sur la planète 2 milliards de ménages (hypothèse haute calculée sur la moyenne européenne, le vrai chiffre doit plutôt être de l'ordre de 1,5, mais peu importe pour la démonstration). Au final, nous avons la possibilité de proposer à chacun des 2 milliards de ménages de la Terre une maison de 100 m² (pour faire simple et confortable) sur une surface de terrain de 3400 m², le tout "consommant" 1,35 % de la surface du globe. CQFD.

EXPLORATIONS PROSPECTIVES

Les explorations prospectives 2020 - 2030 que l'on va lire ont été réalisées collectivement par un groupe pluridisciplinaire de seize personnes au moyen de l'Abaque de Régnier – perceptions premières – puis amendées par probabilisations croisées.

001 Les phénomènes de pollutions urbaines auront nettement diminué du fait des politiques adoptées en termes techniques (véhicules électriques, par exemple)

La tendance est négative.

L'horizon exploré (2020/2030) est en partie trop court compte tenu du faible engagement des pouvoirs publics et des constructeurs. Pour passer de l'usage d'une technologie vieille de plus d'un siècle à une autre, il faut une génération ...

Le qualificatif "nettement" explique aussi les réticences. Si diminution il y a, elle sera modeste.

02 Les phénomènes de pollutions urbaines auront nettement diminué du fait des réglementations adoptées (interdiction d'une partie des villes aux voitures, obligation d'adapter les véhicules aux nouvelles normes)

La tendance est positive.

Là encore, le qualificatif "nettement" a perturbé certains esprits. L'enchaînement suivant apparaît probable : prise de conscience collective, réglementations coercitives, pression des pouvoirs publics sur les industriels, pression des usagers ... et adaptation des réponses techniques.

La réserve exprimée est que les processus étant lents, les dispositions mineures prises à ce jour augurent mal d'une réelle amplification des politiques pour qu'elles aient un impact significatif à l'horizon des vingt ans qui viennent.

03 Des politiques de décentralisation ont conduit les régions à disposer de compétences et de budgets significatifs (x10 ou 20 par rapport à l'année 2000) en matière d'aménagement du territoire

Les avis sont tranchés et la tendance incertaine.

Les processus de décentralisation engagés en France à ce jour paraissent bien timides par rapport à ce que l'on constate ailleurs. Qu'en sera-t-il dans vingt ans ? Une partie des répondants considère que l'Etat jacobin est "indécrottable" et que la propension des Français à faire appel à lui pour un oui pour un non ne favorise pas les prises de responsabilités locales. Par ailleurs, l'influence de l'Union Européenne dans le cadre des politiques régionalisées l'est surtout en France sous son aspect procédurier, plus formel que dans d'autres Etats-membres où l'on va plus au fond des choses ; mais cela aura une influence quand même. Pour que ça bouge vraiment il faudrait que le "centre" impluse.

04 La taille des ménages française a continué à décroître entre 2005 et 2020

La tendance est positive.

On prend acte que la diminution progressive de la taille des ménages enregistrée depuis trente ans se poursuivra sur l'horizon exploré (2020), avec les conséquences que cela aura en termes de modes de vie, d'habitats, de transports ..etc..

Les facteurs sont cependant en partie contradictoires. Les divorces par exemple produisent à la fois des ménages plus petits et des ménages plus grands lorsqu'il y a recomposition de couples avec parfois des enfants de plusieurs lits. Dans le même temps, le vieillissement de la population devrait accroître notablement le nombre de personnes âgées seules. L'impact de l'immigration est difficile à mesurer : actuellement on constate une convergence très rapide du nombre d'enfants par femmes des populations immigrées vers le "modèle français". [09]

Dans les vingt ans qui viennent, une baisse, même légère de l'indicateur conjoncturel de fécondité pourrait entraîner une concurrence accrue entre les territoires pour attirer des populations peuplantes.

Sur le plan démographique au niveau mondial, les démographes sont étonnés de la vitesse stupéfiante de transition démographique qui touchent des Etats aussi différents que le Brésil ou l'Iran où l'indice conjoncturel de fécondité est arrivé à 2, et ce quelle que soit la catégorie sociale concernée.

05 Les Technologies de l'Information sont maintenant accessibles de n'importe quel point du territoire (pour exemple : Satellite, WIFI, UMTS)

La tendance est (très) positive.

Bien entendu, les exemples donnés sont ceux des technologies d'aujourd'hui où en utilisation prochaine. D'ici vingt à trente ans, d'autres technologies seront apparues (ou pas ?). Il semble évident au groupe que les territoires feront des efforts pour compenser les défaillances (commerciales) des opérateurs privés. On a beaucoup évoqué la valorisation des élus à travers la mise en œuvre de ces technologies. Mais n'est-ce pas un peu osé lorsqu'on sait que dans certains coins de France on capte mal la télévision diffusée par voie hertzienne ?

L'e-campagne sera-t-elle une chance pour les territoires ruraux ? Dominique Janssen, gérant de Sitepilot, société de services Internet et de communication, a quitté le clan des urbains pour s'installer en 1998 en Ardèche dans une commune de 420 habitants. Seul impératif technique : bénéficier du haut débit via les technologies WIFI & Satellite. [10]

06 Les personnes âgées (+75 ans) quittent massivement les périphéries urbano-rurales pour s'installer dans les centres-villes (souci de services à disposition, prédominant)

Tout en étant positive, la tendance comporte une part d'incertitude.

Pour ceux qui pensent que cette tendance n'est pas probable, ils mettent en avant que les personnes âgées n'auront pas les moyens de venir habiter en centre-ville du fait du coût excessif pour leur pouvoir d'achat du foncier et de l'immobilier – coût induit par les réhabilitations effectuées.

La question de la solitude des personnes âgées est également évoquée, que ce soit en ville ou à la campagne ainsi que le besoin de rencontrer d'autres personnes.

Le plus probable réside dans le fait que les services à domicile vont se développer et que de ce fait, le péri-urbain proche a des atouts particuliers.

07 Les personnes âgées s'installent massivement dans les périphéries urbaines lointaines et rurales (souci de tranquillité-liberté, prédominant)

Par rapport à l'item précédent, celui-ci affiche une tendance négative.

Des commentaires il ressort que ce sera (comme évoqué dans l'item 06) plutôt le périphérique plutôt proche qui sera le plus accueillant (espace, services, calme ...). De plus, on estime que si ce phénomène devait se produire, il aurait lieu plutôt dans la tranche d'âge 50-55 ans que passé 75 ans.

De la même manière, les avis sont très partagés quant au fait que les rénovations de l'habitat ancien en milieu rural sur des bases écologiques et sociales (mise de moyens en commun) bénéficient de dispositifs d'incitations fiscales fortes (sous-entendu pour faire face à la pénurie de logements et aux coûts excessifs pour de nombreux ménages).

08 La « faible densité démographique » est devenue un facteur très positif dans la représentation des lieux de vie des ménages

La tendance est positive après avoir précisé ce que l'on entend par « faible densité démographique » [=> le Connemara vs Singapour].

Il est indiqué que les personnes en résidence principale (ce serait différent pour une résidence secondaire) rechercheront plutôt le voisinage, donc plutôt un territoire peu peuplé, certes, mais pas vide. On estime que des difficultés surgiront pour construire en zones

rurales : la protection des espaces naturels brisera la représentation du rêve, la représentation du bonheur

D'ici vingt à trente ans, il y aura bien eu des ménages qui seront partis vivre, habiter et travailler à la campagne, puis, les résultats étant peu probants, qui reviendront en ville.

Par ailleurs dans les zones à faible densité, la question de la sécurité se posera ; bien que des techniques permettront des interventions rapides.

Existera-t-il dans le futur ce qui fait défaut de nos jours : des politiques locales pour attirer des actifs ou des retraités dans des territoires peu peuplés ... mais aujourd'hui souvent peu dynamiques ?

Ou bien, les phénomènes de metaruralisation dont la connaissance se sera diffusée serviront-ils de prétexte à des élus locaux pour appuyer leur volonté de maintenir des services publics tels que La Poste, les écoles, l'hôpital ...etc.. ?

Pour une vie plus frugale [11]

Une frange d'importance croissante de la classe moyenne américaine (USA) finit par se lasser de l'hypercompétition, des rythmes frénétiques des horaires doubles, des voyages d'affaires tous azimuts, des caprices des produits de haute technologie

Les familles avisées inventent elles-mêmes un nouveau paradigme de régulation. En pratique, il s'agit de sacrifier une partie des revenus du ménage pour avoir plus de temps libre et une vie plus harmonieuse. La perte de revenus étant moins douloureuse pour la classe moyenne-haute, c'est logiquement dans celle-ci que l'on trouve le plus d'adeptes de la *Voluntary Simplicity*, en d'autres termes, de l'austérité raisonnée. Dans les Etats de la côte Ouest, 15 % des ménages se sont déjà convertis à un style de vie *Real Simple* (c'est le titre d'un magazine) et 28 % des ménages américains ont commencé à adopter une démarche de *downshifting*.

Cette aspiration nouvelle à une vie plus simple n'a rien à voir avec l'utopie soixante-huitarde, le repli romantique sur une vie rurale primitive, la vie en communautés autarciques, ou la fuite dans l'ésotérisme baba cool. Les ménages concernés cherchent un rééquilibrage entre les bienfaits du confort et du temps retrouvé pour s'occuper des enfants, de la maison, du jardin, de la lecture. Ils y parviennent en quittant les quartiers aux loyers exorbitants pour une habitation souvent plus spacieuse dans une zone périurbaine ou rurale, en renonçant à l'une des deux ou trois autos, en se contentant d'une voiture compacte au lieu d'un 4x4 ostentatoire, en s'arrangeant avec des voisins ou collègues pour pratiquer le *car-pooling* et partager les frais de *commuting*, éventuellement en changeant d'Etat. Cela passe aussi par une plus large utilisation de l'Internet qui freine les déplacements superflus, qu'il s'agisse d'activités professionnelles ou de shopping. Le lien social distendu se recompose au niveau du quartier via l'entraide entre familles

09 L'installation en territoires peu denses comporte – entre autres – un souci de pouvoir bénéficier et agir dans un cadre de démocratie de proximité

La tendance est négative.

Pour les tenants de cette tendance négative, la grande majorité des migrants n'auront aucune volonté de s'impliquer dans des engagements vis-à-vis de son prochain, et notamment pas d'engagement comme élu local ou comme leader associatif...

Les responsabilités politiques se traduiront par de plus en plus de professionnalisation face aux exigences réglementaires et pénales.

La recherche de confort (cocooning ? burrowing ?) sera faiblement compensé par un altruisme de bon aloi.

Cependant la nature ayant horreur du vide, si les indigènes désertent le terrain de l'engagement politique ou associatif, les migrants pourraient, au moins partiellement, prendre la relève.

10 Les conditions de vie en milieux peu denses ont (ré)généralisé des comportements d'entraides et de solidarité (voiturage des enfants, courses, services auto-produits)

La tendance est positive.

C'est une contradiction apparente avec l'item précédent mais qui ne porte pas sur le même type d'engagement.

Dans les engagements évoqués ici, il y a réciprocité, il y a retour sur investissement facilement perceptible à la différence des sujets abordés dans l'item 09.

Reste que dans ces modes de vie envisagés, on retrouve le contrôle social (la curiosité pour ce que fait le voisin) qui a quasiment disparu dans les mouvements d'urbanisation dense que nous avons connu ; même si ce dernier point est relativisé par certains participants, la vie de quartier comportant aussi sa part de contrôle social.

=====

- [01] = Le Monde, 15 Août 1998.
- [02] = Ville panique. Ailleurs commence ici. Paul Virilio, Galilée, 2004
- [03] = Libérez l'avenir. Ivan Illich, Seuil, 1971
- [03] = La convivialité. Ivan Illich, Seuil, 1975
- [04] = Ministère de la Culture, Enquête 1998
- [05] = La Lettre du Développement Local – Été 2003
- [06] = Consommation et Modes de Vie 2001
- [07] = Jacques Païtra, La société de l'autonomie, Ed.Organisation, 2000
- [08] = Revue futurWest n°8-2003
- [09] = Population et société – Ined – Avril 2004
- [10] = Stratégies de Développement Local – Mai 2004
- [11] = Futuribles, Janvier 2001

Le village des télétravailleurs n'est pas une secte. Ce n'est pas non plus le titre d'un film de science-fiction. C'est le projet original de Xavier de Mazonod, un travailleur indépendant qui a décidé un jour de s'installer à la campagne tout en poursuivant à distance son activité professionnelle.

Tout commence quand XM quitte la région parisienne avec sa famille pour se mettre au vert près d'Essay dans l'Orne, village de 530 habitants. Travailleur indépendant dans le conseil éditorial, il peut travailler à distance et dispose d'un portefeuille clients qui lui assure des revenus réguliers. Mais XM, qui connaît déjà la solitude du coureur de fond de l'indépendant la ressent encore plus fortement à la campagne ; d'où l'idée de regrouper des télétravailleurs dans le village d'Essay.

Il élabore un projet dont l'objectif est de constituer un petit réseau d'indépendants aux compétences complémentaires. Le concept de village des télétravailleurs est né.

« L'organisation en réseau est un moyen de favoriser l'entraide, de mettre des moyens en commun et, parfois, de travailler ensemble sur certains projets ; d'où l'importance d'avoir des métiers connexes. »

Pour mettre en œuvre cette idée, XM décide de présenter, en mars 2004, son projet aux élus locaux. L'accueil est des plus favorables : alors que l'internet haut débit est en plein déploiement dans l'Orne, les élus locaux voient dans cette initiative un levier possible pour désenclaver le département sur le plan économique. Une grande salle de réunion et une cellule de secrétariat sont mises gracieusement à disposition. De plus, chaque famille de télétravailleur sera accompagnée par un parrain qui lui fera découvrir la région et l'aidera dans ses recherches de logement et de locaux.

Pour sélectionner les candidats télétravailleurs, XM décide de se tourner vers l'association Sicler, spécialisée depuis dix ans dans l'implantation et le maintien d'activités commerciales en milieu rural. Ce partenaire va notamment être chargé de tester leur aptitude à vivre à la campagne. Pour le directeur de Sicler, le projet professionnel est secondaire ; il compte veiller en priorité à préparer les citoyens à leur nouvelle vie rurale. L'association prépare également les habitants de la région à l'accueil de cette nouvelle communauté.